

OISE  
SENLIS

## PALAIS DE JUSTICE



## RESTAURATION DES FACADES ET DES ABORDS

### Dossier PRO-DCE - Notice

Septembre 2025

# Sommaire

---

<b>PREAMBULE.....</b>	<b>3</b>
<b>I. NOTICE HISTORIQUE ET ARCHITECTURALE.....</b>	<b>4</b>
1. CONTEXTE URBAIN.....	4
2. LA CITÉ JUDICIAIRE : GENESE ET PRINCIPES.....	4
3. ARCHITECTURE DE L'EDIFICE – ETAT ACTUEL .....	5
<b>II. DIAGNOSTIC SANITAIRE .....</b>	<b>8</b>
1. FACADES – PATHOLOGIES ET DESORDRES COURANTS.....	8
2. TERRASSE EST.....	9
3. PARVIS ET ABORDS .....	10
4. NIDS D'HIRONDELLES.....	11
5. ETAT DES USAGES .....	11
<b>III. SYNTHESE DES DIAGNOSTIC AVANT-TRAVAUX .....</b>	<b>13</b>
DIAGNOSTIC DES FACADES .....	13
DIAGNOSTIC AMIANTE.....	14
DIAGNOSTIC PLOMB .....	15
<b>IV. PROGRAMME D'INTERVENTION.....</b>	<b>16</b>
PRECONISATIONS.....	16
<i>Restauration des bétons.....</i>	<i>16</i>
<i>Parvis et abords.....</i>	<i>16</i>
<i>Gestion des accès véhicules.....</i>	<i>17</i>
<i>Eclairage du parvis .....</i>	<i>17</i>
<i>Accessibilité PMR .....</i>	<i>17</i>
<i>Hirondelles .....</i>	<i>18</i>
PROGRAMME DES TRAVAUX .....	18
<i>Installations de chantier.....</i>	<i>18</i>
<i>Restauration des bétons.....</i>	<i>19</i>
<i>VRD.....</i>	<i>20</i>
<i>Electricité – luminaires .....</i>	<i>21</i>
PRECONISATIONS D'ENTRETIEN.....	21

## PREAMBULE

---

Le présent dossier porte sur la restauration des façades et du parvis de la Cité judiciaire - ou Palais de Justice - de Senlis, commune du département de l'Oise (60) dans les Hauts-de-France. Le bâtiment et son site prennent place sur les parcelles AR041 à AR045.

L'édifice est construit entre 1978 et 1980 par l'architecte Pierre-André Chauveau, dans un mouvement d'évolution du système judiciaire en France, et de l'architecture de ses équipements. La Cité judiciaire bénéficie d'une pluralité de programmes, mêlant plusieurs tribunaux, services et bureaux dans un même bâtiment. Elle est **labellisée « Architecture contemporaine remarquable »** depuis le 12 décembre 2023, au titre de l'exemplarité de l'œuvre dans la participation à une politique publique.

Principalement construit en béton (structures, façades, aménagements extérieurs), l'édifice souffre de plusieurs altérations liées au passage du temps, ayant conduit le ministère de la Justice à initier en 2018 un projet de restauration.

Une première phase de travaux, entre 2018 et 2022, a permis notamment la restauration de l'ensemble des menuiseries extérieures, la réfection des toitures terrasses, la modernisation des installations électriques et une mise aux normes partielle de l'accessibilité du bâtiment.

**La seconde phase de travaux, sur laquelle porte le présent dossier d'études**, a pour objectif :

- Le ravalement des façades et traitement des bétons ;
- La désolidarisation de la façade Est et de la terrasse, cette dernière présentant un affaissement inquiétant mais n'étant pas incluse dans le projet de restauration ;
- La réfection du parvis et de ses murets, en proposant une solution visant à supprimer la marche au droit de la passerelle d'entrée.

A cela s'ajoute un programme de réaménagements des intérieurs, attribué à un autre lot, et par conséquent non traité dans cette étude.

Un dossier d'avant-projet a été rendu en juin 2025, répondant à l'ensemble du programme établi. L'estimation des travaux s'est avérée nettement supérieure au budget provisionné, ce qui a conduit la maîtrise d'ouvrage à réaliser des arbitrages sur le programme de travaux. Après un temps de réflexion et d'échanges avec l'équipe de maîtrise d'œuvre, le programme a pu être réajusté pour s'inscrire dans une enveloppe budgétaire abordable.

La maîtrise d'ouvrage a également fourni, dès l'APS, des rapports de diagnostics sur les bétons de façade, réalisés en 2018 par l'agence d'architecture MAES, l'agence de restauration Mescla et le laboratoire Epitopos. Ces documents permettent d'avoir une vision claire de la composition des différents bétons, et une connaissance précise de la nature de plusieurs désordres.

Afin de mener à bien cette étude, et de conduire à une restauration juste et efficace, le présent dossier comprendra une partie d'analyse historique et architecturale de la Cité judiciaire, une partie d'analyse de l'état sanitaire, mise en comparaison avec les anciens diagnostics, puis d'une partie exposant le programme des travaux envisagés. La restauration veillera à respecter les dispositions d'origine de cet édifice contemporain remarquable, et prendra en compte les contraintes liées à son usage pendant la durée des interventions.

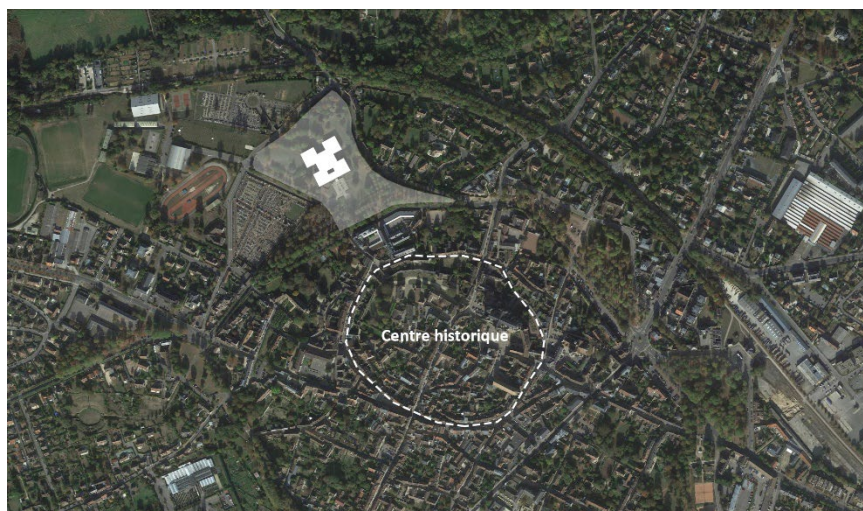
## I. NOTICE HISTORIQUE ET ARCHITECTURALE

### 1. CONTEXTE URBAIN

Senlis est une commune de l'Oise, riche d'un patrimoine issu d'une longue prospérité à l'époque médiévale. La vieille ville, constituée notamment d'une cathédrale gothique, d'un ancien château royal, d'un palais épiscopal et d'une multitude de ruelles et maisons anciennes, est ceinte par des remparts gallo-romains et médiévaux. Troquant au fil des siècles son statut de place forte pour un statut de ville commerçante, puis de ville religieuse, la commune finit par s'étendre au-delà de ses fortifications, principalement vers le Sud, autour du cours d'eau de la Nonette. Au XX<sup>e</sup> siècle, la construction de l'autoroute à proximité entraîne l'étalement de la commune vers celle-ci, à l'Est. Seul le plateau de Villevert, au Nord et Nord-Ouest de la vieille ville, conserve un caractère rural de faible densité, voire agricole.

La Cité judiciaire de Senlis (ou Palais de Justice) prend place dans cet écrin végétal, au Nord-Ouest du centre historique, le long du boulevard Pasteur. Initialement installé dans l'ancien palais épiscopal, le tribunal civil de la commune fait face à de nombreux besoins de travaux à partir des années 1950-1960. Dès lors, le ministère de la Justice envisage la construction d'un nouveau Palais de Justice sur le plateau de Villevert. Le concours est lancé en 1974, puis remporté par l'architecte Pierre-André Chauveau, proposant un édifice à l'architecture moderne et à l'échelle mesurée, s'inscrivant dans son environnement.

L'édifice est bâti sur un terrain d'environ 1 ha, dans un espace arboré et aux abords peu bâtis (promenade végétale, cimetières, parc sportif). L'espace vert est préservé aux deux tiers, seulement interrompu par le tracé de quelques voies douces à majorité piétonnes, dont le parvis au Sud. Ce caractère rural et arboré est toujours dominant aujourd'hui, aucune construction ne s'étant ajoutée aux abords de la Cité judiciaire depuis son installation.



*Vue aérienne de Senlis et localisation de la cité judiciaire, en bordure du centre historique*



*Maquette avant-projet, 1978*

### 2. LA CITÉ JUDICIAIRE : GENESE ET PRINCIPES

La Cité judiciaire de Senlis représente un renouveau dans l'architecture des institutions judiciaires et dans la manière d'intégrer les services de la Justice au sein de la ville.

Du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la fin des années 1950, l'architecture des Palais de Justice suit le style néo-classique, qui au travers de ses caractéristiques confère aux édifices une certaine rigueur et majesté, à l'image de la place qu'occupe la Justice dans la société. Ce vocabulaire, emprunté à l'architecture des temples antiques (colonnes, frises, frontons, ...), instaure également une dimension proche du sacré, au-dessus des hommes. L'architecture judiciaire sert d'instrument politique.

A partir des années 1960, cette symbolique est délaissée au profit d'édifices plus sobres, davantage dans un vocabulaire « d'administration publique » que de « justice intimidante ». Le Palais de justice devient plus accessible, plus proche du citoyen,

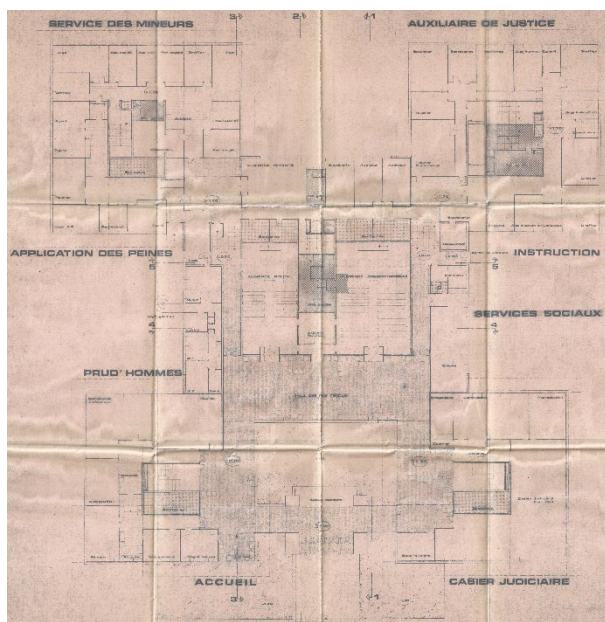


mais également plus pratique. Dès cette époque, les différents organes de la Justice commencent à être regroupés : tribunaux administratifs, d'instance, de commerce, bureaux de différents services, ... C'est la naissance du concept de Cité judiciaire.

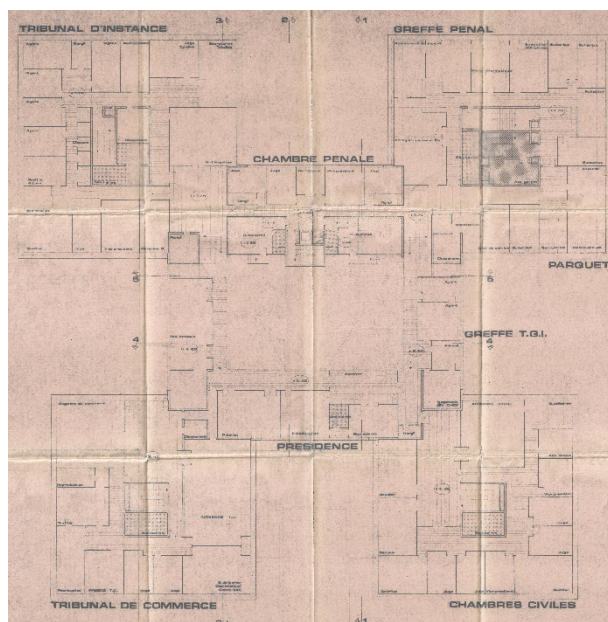
Cette programmation et ces valeurs nouvelles, conjuguées aux évolutions des techniques de construction, mènent à la conception d'édifices modernisés et intégrés à la ville, sans quête d'ostentation. Parallèlement, le palais de justice, occupant historiquement une place centrale dans la ville, est relégué vers la périphérie à l'instar des autres équipements administratifs ; parfois, ceux-ci sont mêlés (Palais de Justice de Nanterre et préfecture, 1969-1974, ou Tribunal d'Instance d'Evry et Cité administrative, 1966-1976).

Cette idéologie perdure jusqu'aux années 1990, où elle finit par s'estomper pour finalement revenir à l'édification d'édifices indépendants et monumentaux (Palais de Justice de Melun, 1992-1998, Palais de Justice de Nantes, 1993-2000).

La Cité judiciaire de Senlis, construite à partir de 1978, s'insère pleinement dans ce renouveau social et architectural des années 1960-70, d'abord par la mixité de son programme. Le projet comprend un tribunal de Grande Instance à trois chambres, greffé à un tribunal d'Instance, de Commerce, d'un conseil des Prud'hommes et de nombreux bureaux et divisions d'administration. En outre, son implantation en bordure du centre urbain, sa volumétrie discrète et intégrée au site, son accès facilité, ainsi que ses espaces intérieurs lumineux, ouverts sur l'extérieur et pensés pour le confort de l'utilisateur (fonctionnaire ou public), manifestent la volonté d'humanisation de la Justice en ce dernier tiers du XX<sup>e</sup> siècle.



Plan rez-de-chaussée – Dossier d'APS, 1978



Plan étage – Dossier d'APS, 1978

Pour cette architecture, pionnière et témoin de ces évolutions sur une période réduite, l'édifice bénéficie depuis le 12 décembre 2023 du label « Architecture contemporaine remarquable », au titre de l'exemplarité de l'œuvre dans la participation à une politique publique.

### 3. ARCHITECTURE DE L'EDIFICE – ETAT ACTUEL

Le palais de Justice, bien que réalisé à la fin des années 1970, présente une composition typique de l'architecture moderne de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Sa volumétrie, de faible hauteur mais très étendue, confère à l'édifice une architecture majoritairement portée sur les lignes horizontales, en donnant un effet de plateau posé sur un socle. Cette disposition, gommant au passage la quasi-totalité des éléments verticaux, est permise par la structure en béton organisée selon le principe poteaux / poutres / dalles. On y retrouve ainsi plusieurs points majeurs de l'architecture moderne, tels qu'énoncés par Le Corbusier en 1927<sup>1</sup>, avec notamment :

<sup>1</sup> Ou, d'après les termes exacts de Le Corbusier et Pierre Jeanneret, les Cinq points de l'architecture nouvelle, à savoir : les pilotis, le toit-terrasse, le plan libre, la fenêtre en bandeau, la façade libre. Ces principes sont appliqués notamment sur la Villa Savoye (1928), œuvre emblématique de l'architecte et du courant moderne.

- La façade libre, c'est-à-dire dénuée d'éléments structurels ;
- Les fenêtres en bandeau, filantes sur l'ensemble de la partie haute, sans discontinuité d'une façade à l'autre, traçant la principale ligne horizontale de l'édifice ;
- La toiture terrasse, permettant la faible hauteur du volume ;
- Le plan libre, en intérieur, autorisé par la structure en poteaux-poutres.

Le bâtiment se développe à partir d'un corps central, dont chaque angle est complété d'une aile carrée. L'espace entre les ailes créé des renforcements au centre de chaque façade, formant des cours disposant chacune d'une fonction : terrasse du réfectoire à l'ouest, entrée des détenus au nord, cour de récréation pour la crèche à l'est (programme initial finalement retiré). La façade sud, entrée principale, est complétée d'un petit édifice à usage de sas clôturant la cour, cette dernière faisant alors office de patio pour la salle des pas perdus. L'entrée sud est précédée d'un grand parvis, rendu plan par les murets de soutènement de différentes hauteurs, retenant le terrain naturel alentour.

Les façades de l'édifice sont exclusivement en béton brut non enduit, traitement là-aussi caractéristique de l'architecture moderne. Non porteuses, elles sont composées de panneaux réguliers de différentes natures :

- En partie basse, les panneaux sont en béton strié vertical. Les stries en saillie sont en béton désactivé et laissent apparaître des granulats épais, tandis que les creux sont lisses. Les panneaux sont mis bout à bout avec un joint en ciment rendant presque invisible leur jonction, donnant ainsi l'illusion d'un voile continu. Les joints horizontaux, en revanche, sont creux et par conséquent très marqués ;
- Les façades du corps central, dans les renforcements Est et Ouest, sont en panneaux de béton recouverts d'une couche de béton gravillonné. Leur granulométrie est proche de celles des panneaux striés. Les joints verticaux sont très marqués, d'abord par leur épaisseur, mais également par leur teinte claire contrastant avec les panneaux, vraisemblablement accentuée par la salissure de ces derniers ;
- En partie haute, ainsi que sur les façades des renforcements Nord et Sud, les panneaux de béton architectonique<sup>2</sup>, à la surface lisse et aux joints creux. Ces éléments sont légèrement détachés de la façade, et ne sont fixés à la structure que par des tiges métalliques scellées dans le béton.

En plus de ces panneaux, des bétons structurels sont apparents, supportant l'avancée du premier étage. Ces poutres sont couvertes d'une peinture aux tons gris/blanc, plus clairs que le reste des bétons.

Répartition des différentes natures de béton :

#### MATERIALITE DES REVETEMENTS

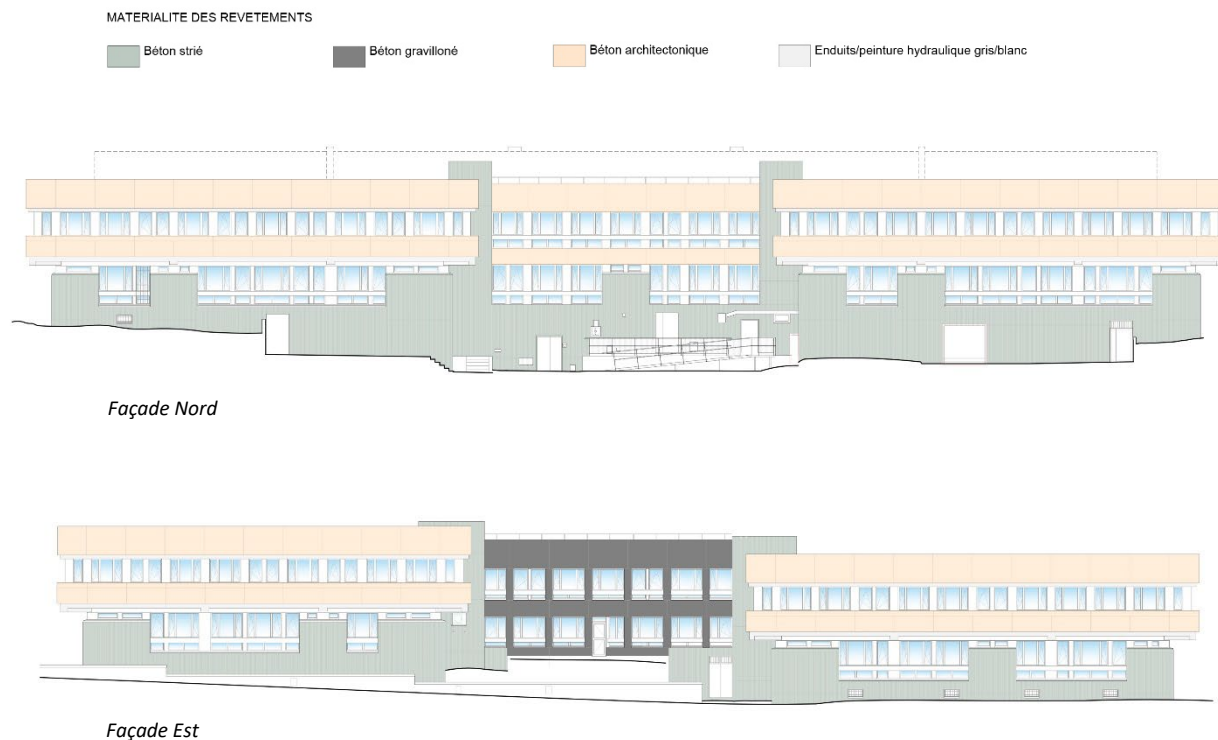


*Façade Sud*



*Façade Ouest*

<sup>2</sup> Terme issu du dossier de diagnostic de MAES, réalisé sur l'édifice en 2018. Désigne des bétons à vocation esthétique, non structurels.



Des murets de soutènement, également en béton, sont présents aux abords de l'édifice. Ils sont réalisés en parpaings recevant un enduit ciment gravillonné sur la face visible. Le couronnement, en revanche, est en béton armé. La hauteur de ces murets varie d'une cinquantaine de centimètres et presque 2,20 m selon leur localisation.

Le parvis, face à l'entrée au Sud, est formé d'un quadrillage de dalles en béton carrées, de 50 cm de côté. Celles-ci adoptent deux teintes, gris clair et gris foncé, agencées pour former des motifs en plan :

- Trois rectangles (presque carrés) emboîtés les uns dans les autres, dans la grande cour carrée précédant d'entrée ;
- Des franges irrégulières le long de l'allée menant à la voie publique ;
- Un début de motif de spirale, dans la petite cour carrée au Sud.

Les autres cheminements, essentiellement piétons, sont constitués d'un enrobé gris-rouge. Ils relient les différents accès du site au parvis ou aux cours latérales. Le cheminement Nord est quant à lui consacré à l'arrivée des détenus, de même que la cour.

## II. DIAGNOSTIC SANITAIRE

L'étude de l'état sanitaire de l'édifice a été réalisée par deux biais.

D'abord, l'équipe de maîtrise d'œuvre (APGO – Architecte du Patrimoine, et Projex – Bureau d'études VRD) s'est rendue sur site en février 2024, afin de réaliser une inspection visuelle exhaustive des façades et des abords (murets, parvis). Cette visite a permis le relevé précis des pathologies et l'évaluation de leur ampleur.

Ensuite, ces relevés ont été mis en comparaison avec le diagnostic réalisé par l'agence MAES en 2018, afin de constater l'évolution des désordres, et de les mettre en parallèle avec les analyses effectuées sur les bétons.

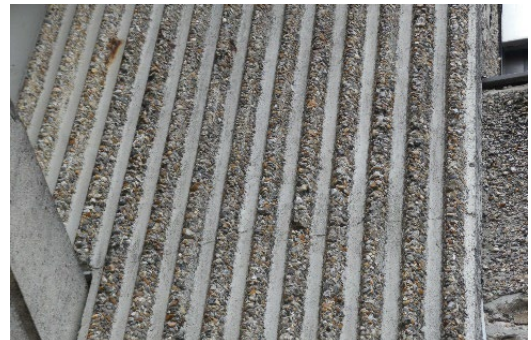
Le diagnostic de 2018 étant pertinent, il servira de base à ce nouveau diagnostic (2024), et les phrases reprises seront indiquées *en italique*. A celles-ci s'ajouteront nos remarques complémentaires, relatives notamment aux évolutions constatées.

### 1. FACADES – PATHOLOGIES ET DESORDRES COURANTS

#### Soubassement – béton strié :

*Les maçonneries de béton strié sont en bon état général. Un encrassement léger des parements est identifié. La protection de l'étage lui permet d'être abrité des intempéries et d'un encrassement plus important.*

- Diagnostic toujours valide. Nous avons en plus constaté, de manière très ponctuelle, des **épaufures ou fissurations** sur ces panneaux de béton strié, principalement au niveau des angles. Également, des ragréages semblent avoir été effectués sur ces bétons, plusieurs étant en désharmonie avec le support (désordre esthétique uniquement).



#### Partie haute – béton architectonique :

*Présence d'agrégats de type Pyrite de fer dans les bétons et notamment dans la couche externe. Sous l'effet conjugué d'une augmentation de la porosité des bétons et du ruissellement des EP, une oxydation naturelle des agrégats s'opère sans éclatement de surface.*

- Le phénomène d'oxydation des pyrites en surface, se traduisant par les coulures de rouille, semble s'être **amplifié depuis 2018**. Plusieurs panneaux présentés sains dans le diagnostic de MAES affichent désormais des coulures de rouille. Néanmoins, ces oxydations restent toujours en surface et ne signalent pas l'altération en profondeur ni d'oxydation des armatures métalliques. De manière très localisée, nous avons également repéré des épaufures sur certains panneaux, mettant les fers à nu, mais sans lien direct avec le phénomène de pyrites affleurantes.



*Colonisation généralisée depuis le couronnement des parements : parasitage végétal engendré par le ruissellement des EP (présence de lichen et mousse).*

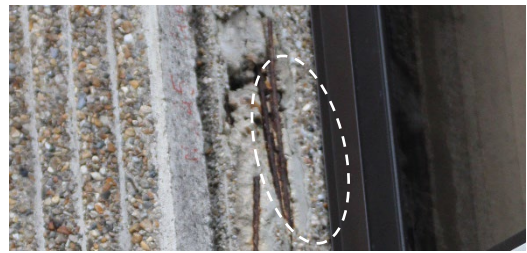
- Diagnostic toujours valide, pas d'amplification notable.



Façades Est et Ouest du corps central – béton gravillonné :

*Au droit des jonctions des panneaux préfabriqués : fissuration et éclatement des parements engendré par un problème d'enrobage des fers et une oxydation de ceux-ci.*

- Ces bétons sont décrits par MAES comme des « bétons bouchardés ». Or, à la vue des éclatements sur les tableaux de baies, nous pensons qu'il s'agit plutôt d'un béton brut recevant une couche de béton gravillonné (cf. photo ci-contre, en haut : lecture claire d'une couche de gravillons) ;
- Nous avons constaté de **nouveaux éclatements** sur ces panneaux, au droit des jonctions mais également dans les pleins, sur les tranches et au droit des tableaux de baies. Ces phénomènes apparaissent systématiquement le long des fers, l'éclatement les laissant à nu.

Bétons structuraux :

*Les abouts des poutres de transfert présentent une altération régulière : fissuration et éclatement des parements engendré par un problème d'enrobage des fers et une oxydation de ceux-ci.*

- Diagnostic toujours valide, sans amplification notable

Flocage isolant en sous-face du porte-à-faux :

*Les flocages présentent une dégradation généralisée engendrant des zones lacunaires plus ou moins importantes*

- Diagnostic toujours valide, avec amplification du phénomène et présence de vastes zones lacunaires. En revanche, il ne s'agit pas d'un flocage mais plutôt d'un enduit projeté, couvrant les panneaux isolants fibrés.  
Au droit de cette face floquée se trouvent de nombreux nids d'hirondelles, qui auront une incidence sur le projet de restauration.

**2. TERRASSE EST**

La terrasse à l'Est présente des désordres inquiétants, ayant conduit la maîtrise d'ouvrage à y interdire l'accès. Cette terrasse est délimitée par un muret en béton, courbe par endroits, et constituée d'un sol en enrobé bitumineux probablement sur remblai. L'ouvrage s'assoit sur le terrain naturel, lui-même retenu par des murs de soutènement non loin de l'emprise de la terrasse. Un avaloir au fond de la courette évacue a priori les eaux pluviales.

Le sol en enrobé est creusé et fissuré à différents endroits, traduisant un tassement du remblai sous-jacent. Ce phénomène est confirmé par le liseré non-enduit apparu au pied du muret, montrant le niveau d'origine du sol de la terrasse. On peut en déduire un affaissement de presque 15 cm au fond de la courette dans la partie courbe, et moins important côté façade (5 cm environ).



Cet affaissement entraîne également le muret Nord. Celui-ci, en plus d'être atteint de fissures importantes, présente le même liseré témoin traduisant un enfoncement d'environ 5 cm. Des désordres similaires se lisent sur le côté extérieur, avec un prolongement de la fissuration sur la plaque de béton strié de la façade qui, solidarisée avec le muret, s'affaisse également.

Ce phénomène ne touche néanmoins que la terrasse et le muret supérieur. Le mur de soutènement en contrebas ne présente aucun désordre notable.



L'affaissement de la terrasse est dû, selon toute vraisemblance, à un tassement des terres de remblai causé par l'infiltrations d'eaux pluviales, sur les deux niveaux de terrasses. Ces eaux, bien que récupérées par l'avaloir et dirigées vers le réseau enterré, ont fini par pénétrer au travers du revêtement en enrobé et impacter le remblai. L'absence de barbacanes dans le mur de soutènement a probablement amplifié le phénomène.

Il est également possible que le réseau enterré soit bouché et ne permette plus la bonne évacuation des eaux pluviales.

### 3. PARVIS ET ABORDS

Le parvis du palais de Justice est composé d'un quadrillage de dalles gravillonnées, probablement posé sur remblai (les plans de l'établissement ne font état d'aucun sous-sol ou vide sanitaire à cet emplacement). Les dalles sont dans un état correct, bien que certaines soient fissurées voir fracturées. De nombreux joints sont envahis par des mousses ou autre végétation. Au niveau des avaloirs d'EP, on constate des affaissements de cette surface initialement plane, laissant présager un défaut de fonctionnement du réseau enterré, laissant localement l'eau s'infiltrer et dégradant le sous-sol.

Les murets de soutènement, autour du parvis et aux abords de l'établissement, présentent également plusieurs altérations. D'une manière générale, le parement en ciment gravillonnaire présente de nombreuses microfissures, soit horizontales soit "en escalier", probablement en lien avec les lignes de joints des parpaings constituant les murets. Ces fissures ne traduisent pas un désordre structurel.

Certains murets présentent des épaufrures plus ou moins profondes, particulièrement au niveau des angles ou sur le couronnement. Ces altérations peuvent être le résultat de fissures s'étant aggravées (décrochement de l'enduit en plaques suite à des infiltrations d'eau dans la fissure), ou le résultat de chocs.

A deux endroits cependant, des fissures plus importantes révèlent des désordres structurels :

- Au droit de l'escalier au Sud, la partie basse du muret se détache du couronnement, traduisant un affaissement de l'embranchement ;
- Sur le muret au Sud de la voie menant au parvis depuis l'allée des Soupirs : une fissure verticale traversante traduit une désolidarisation des deux pans de mur de mur en équerre, vraisemblablement un défaut de chaînage accentué par la poussée des terres retenues.

Ces phénomènes pourraient s'aggraver avec le temps et les intempéries ; ils nécessitent une intervention plus conséquente qu'un simple colmatage des fissures.

Enfin, les appliques lumineuses encastrées dans les murets sont hors-service, et certaines se déchaussent.

#### 4. NIDS D'HIRONDELLES

De nombreux nids d'hirondelles de fenêtre ont été repérés sur les façades, principalement sur la sous-face formée par le débord du premier étage, ainsi que quelques-uns au-dessus des fenêtres bandeaux. La majeure partie de ces nids se trouve côté Est, façade la moins exposée aux activités humaines.

La présence de ces espèces impliquera des adaptations en termes de restauration et d'organisation des travaux (voir IV. Programme d'intervention).

#### 5. ETAT DES USAGES

La maîtrise d'ouvrage a indiqué plusieurs problèmes d'usage de l'édifice, qu'il conviendrait de traiter conjointement à la restauration des abords.

##### Accès PMR de l'entrée :

La petite passerelle en béton précédant l'entrée principale, au Sud, a un niveau plus élevé que celui du parvis, formant ainsi une marche. Pour permettre l'accès aux personnes à mobilité réduite, une rampe maçonnée a été mise en œuvre sur le côté droit. Cet ajout est postérieur à la construction du bâtiment, la rampe ne figurant pas sur les documents anciens. Cet aménagement, bien qu'intégré au site en termes de matériaux (béton et prolongement du dallage du parvis), vient rompre la symétrie de la séquence d'entrée.

##### Eclairage du parvis :

L'éclairage du parvis était initialement assuré, d'une part par les appliques encastrées dans les murets périphériques, d'une autre par les lampadaires installés dans les terre-pleins. Les appliques étant aujourd'hui hors d'usage, l'éclairement sur cette zone est insuffisant et ne satisfait pas les normes d'accessibilité.

##### Accès des véhicules sur le parvis :

La maîtrise d'ouvrage a également alerté sur un défaut d'usage aux abords de l'édifice. Le parvis, à vocation piétonne, dispose à l'Ouest d'un accès vraisemblablement destiné aux véhicules de secours, depuis l'allée des Soupirs. Le passage est aujourd'hui barré par des bornes fixes en béton, sans pour autant empêcher l'accès au parvis par des manières détournées. Plusieurs véhicules, notamment ceux de la Poste ou de la gendarmerie, contournent les bornes en s'engageant plus loin dans la chaussée piétonne, altérant ce faisant les parterres de pelouses autour du tribunal.

Cette disposition est problématique pour plusieurs raisons :

- Les secours ne disposent pas d'un accès conforme au parvis, et donc à l'entrée de l'établissement ;

- Des véhicules intrus peuvent accéder jusqu'à l'entrée de l'édifice, ce qui n'est a priori pas souhaité par ses usagers, et pose question vis-à-vis de la sécurité ;
- Les abords sont dégradés par le passage des véhicules.



### III. SYNTHÈSE DES DIAGNOSTIC AVANT-TRAVAUX

---

Avant le lancement de l'opération de restauration des façades, le Département Immobilier de Lille du ministère de la Justice a missionné des diagnostics avant travaux. Certains de ces diagnostics ont été transmis et analysés en phase APS (diagnostic des façades, diagnostics amiante et plomb).

A l'issue de l'APS, la maîtrise d'œuvre a demandé des diagnostics complémentaires, qui ont pu être réalisés et intégrés en APD, à savoir :

- Un diagnostic amiante complémentaire, ciblé sur les bétons de façade, qui s'est avéré positif ;
- Une détection des réseaux enterrés, visant notamment à comprendre certains désordres sur le parvis la terrasse Est ;
- Une étude géotechnique, pour les mêmes raisons.

#### DIAGNOSTIC DES FACADES

En mars 2018, le ministère de la Justice a fait appel au cabinet d'architectes-urbanistes MAES pour réaliser un diagnostic des façades. Celui-ci a permis d'établir dans un premier temps une analyse architecturale, patrimoniale et historique du site, puis un état actuel des désordres et anomalies repérées, assorti de préconisations préventives ou curatives.

Dans le cadre de ce diagnostic, des sondages et des analyses en laboratoire ont été réalisés par le bureau d'études MESCLA, complété en juillet 2021 par MESCLA et le laboratoire EPITOPOS.

Ci-dessous une synthèse de ces rapports :

#### Rapport d'analyse en laboratoire et sondages de MESCLA en mars 2018 :

Ce rapport est accompagné d'un rapport d'analyse en laboratoire par EPITOPOS.

L'objet de l'étude consistait à déterminer la cause des coulures de rouille sur les panneaux en préfabriqué de béton architectonique en ciment blanc.

Les analyses ont montré que ces coulures de surface sont dues à la présence de grains de pyrite dans le granulat du béton. Il apparaît par ailleurs que les armatures sont correctement situées à 3,5cm de la surface.

Le bureau d'étude MESCLA préconise donc le nettoyage et la dépose des granulats altérés et l'application d'un traitement hydrofuge. A long terme, MESCLA propose pour conserver l'aspect esthétique du béton, le renouvellement tous les 5 ans du traitement biocide et hydrofuge dans le cadre d'opérations de maintenance préventive.

Par ailleurs, des échantillons de béton de finition sur les murs de soutènement en façade 10 et devant l'entrée principale ont également été analysés pour déterminer l'épaisseur et la cohésion de la couche superficielle du béton.

Ce béton est composé de ciment blanc et d'un granulat silico-calcaire. Ce granulat contient des grains de pyrite. Mis à part l'oxydation des grains de pyrite, le béton ne présente pas d'altérations physico-chimiques.

Le laboratoire EPITOPOS, nous indique les propriétés suivantes :

- 17,5% de porosité
- 2250kg/m<sup>3</sup> de masse volumique
- 334 kg/m<sup>2</sup> de teneur en ciment
- Teneurs en chlorures (<0,005%) et sulfates (0,102%) faibles
- Teneurs en alcalin normales : sodium (0,01%), potassium (0,03%), Na<sub>2</sub>O (0,03%)

#### Etude des altérations des bétons structuraux de MESCLA en juillet 2021 :

A la demande du ministère, une étude a été réalisée en juillet 2021 par le bureau d'études MESCLA pour caractériser les causes des altérations visibles sur les bétons structuraux. Cette étude a été complétée par des analyse en laboratoire des bétons par EPITOPOS.

Les interventions sur site ont permis de :

- Détecter la position et la profondeur des armatures métalliques : les armatures sont situées à moins de 4 cm de la surface, voire moins de 2 cm pour certaines.
- Analyser la composition du béton et déterminer la frange de carbonatation : la profondeur de carbonatation est supérieure à 2cm, permettant la dé-passivation<sup>3</sup> des armatures proches de la surface et entraînant leur corrosion à l'origine des fissures et pertes de matière constatées.
- Analyser le béton pour mesurer les teneurs en chlorures dans le béton : les teneurs en chlorures ne sont pas détectables, écartant cette cause pour les altérations des bétons

Ainsi la principale cause d'altération des bétons structuraux est le faible enrobage de certaines armatures, entraînant leur corrosion, accentuée par la qualité relativement médiocre des bétons mis en œuvre.

Cette constatation peut être étendue au béton désactivé de la façade principale et au béton des murets, ayant la même composition.

Le bureau d'étude MESCLA préconise les interventions suivantes :

- Décapage de la peinture par hydrogommage ;
- Purge des éclats des bétons et des fissures ;
- Traitement de la surface par inhibiteur de corrosion migrateur ;
- Ragréage des éclats de béton et bouchage des fissures au mortier de ciment ;
- Mise en peinture de l'ensemble des bétons structuraux pour protection des surfaces ;

Pour le béton désactivé, le traitement par inhibiteur de corrosion pourra être appliqué après nettoyage.

Il préconise en outre de vérifier l'efficacité du traitement anti-corrosion par recherche du produit sur des carottes prélevées sur plusieurs façades.

## DIAGNOSTIC AMIANTE

L'amiante, minéral naturel fibreux, a été intégré dans la composition de nombreux matériaux de construction du fait de ses propriétés en matière d'isolation thermique et acoustique, de résistance mécanique et de protection contre l'incendie. En raison du caractère cancérigène de ses fibres, ces usages ont été totalement interdits en 1997. Il est cependant présent dans de nombreux bâtiments construits avant cette date, comme c'est le cas du tribunal judiciaire de Senlis.

Suite au décret du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis, le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante est obligatoire. Dans le cas de présence avérée, des travaux de mise en sécurité et de retrait doivent être mis en œuvre.

La société AC Environnement a été missionnée en juillet 2019 par le ministère de la Justice pour réaliser un diagnostic Amiante avant travaux.

Uniquement les sanitaires et certaines menuiseries ont été diagnostiquées dès juillet 2019, dans le cadre de travaux de réfection de ces locaux.

Suite aux demandes de la MOE à l'issue de l'APS, la société AED Expertises a été missionnée en juin 2024 par le ministère de la Justice pour réaliser un diagnostic Amiante avant travaux sur les façades du palais de Justice et murets du parvis.

---

<sup>3</sup> Plus un béton est poreux (rapport eau/ciment élevé ou proportion de granulats calcaires importante), plus le dioxyde de carbone présent dans l'air peut pénétrer le béton. Ce gaz réagit avec les composés hydratés du ciment, faisant baisser le pH dans le béton, ce qui entraîne la dé-passivation des armatures

Il a été diagnostiqué de l'amiante sur les parties suivantes :

- Enduit ciment sous les appuis de baies du rez-de-chaussée, en jonction avec les bétons architecturaux du soubassement
- Joints ciment des bétons architecturaux du soubassement
- Joints des panneaux en fibralith en sous face du porte-à-faux
- Peinture des bétons structuraux des porte-à-faux
- Colle des pierres agrafées du sas d'entrée
- Conduit des réseaux d'assainissement du parvis

## DIAGNOSTIC PLOMB

L'analyse de la présence de plomb est requise dans le cadre du Code du Travail et des risques d'exposition des travailleurs.

Ce plomb peut avoir plusieurs origines :

- Présence dans les matériaux métalliques, dans la peinture (la céruse était employée dans les bâtiments avant 1949)
- Pollution urbaine du fait de l'emploi antérieur de l'essence au plomb.  
Même si celle-ci est interdite depuis 1986 en France, il en résulte du plomb parfois incrusté en façades, suivant la nature des parements, plus ou moins poreuse.

Dans le cas du tribunal judiciaire de Senlis, au vu de l'implantation du site au cœur d'espaces verts éloignés de voies de circulations majeures, la pollution au plomb devrait être très faible. Malgré l'arrêt de l'utilisation du plomb dans la peinture avant la construction du tribunal dans la fin des années 70, une vigilance est à avoir sur sa présence dans les matériaux métalliques.

L'équipe de MOE avait demandé, à l'issue de l'APS, la réalisation d'un diagnostic plomb ciblé sur les parties métalliques, ainsi que sur les peintures des bétons structuraux (sous-face du 1<sup>er</sup> étage). Ce diagnostic n'a révélé aucune présence de plomb.

## DETECTION DES RÉSEAUX ENTERRÉS

La détection des réseaux enterrés, réalisée en juin 2024 a permis de cartographier les différents réseaux cheminant aux abords du palais de justice (éclairage, eaux pluviales, téléphonie, etc...), et notamment ceux situés sous le parvis et sous la terrasse Est. Cette recherche, réalisée par géoradars ou par sondes, permet de déterminer le tracé et la profondeur de ces réseaux. Elle présente quelques lacunes, en l'occurrence sur la provenance du câblage des luminaires du parvis, qui n'est pas identifiée. Vu la configuration détectée, on peut néanmoins supposer un raccord dans le bâtiment au niveau du pavillon Sud-Est, à droite de l'entrée principale.

Une seconde étape d'inspection par caméra a permis de déterminer l'état des réseaux de gestion des eaux pluviales. Celle-ci révèle des fissurations voire des ruptures de canalisations au niveau du parvis et de la terrasse Est, ce qui peut expliquer les phénomènes d'affaissement des sols constatés sur ces zones. Les eaux pluviales s'infiltrant dans les sols au niveau de ces points de faiblesse, et lessivent les remblais.

## DIAGNOSTIC GEOTECHNIQUE (G5)

L'étude géotechnique, réalisée en mai-juin 2025 par ECR Environnement, avait pour objectif d'identifier la composition des sols au niveau du parvis et de la terrasse Est, et d'en expliquer les sinistres.

L'étude révèle que le parvis repose sur une première couche de remblai sableux jaune, sur une profondeur de 0,60 à 0,80 m. La couche suivante est également un remblai, cette fois limoneux marron à gris-noir, jusqu'à une profondeur de 2,60 à 3,00 m. Ces deux formations présentent « des caractéristiques géomécaniques hétérogènes et généralement faibles voire très faibles ». De fait, le sol n'offre que peu de résistance aux surcharges que peuvent représenter le stationnement d'un véhicule ou l'entreposage de matériels ou d'objets lourds. En outre, ces remblais sont également sujets au lessivage par les eaux pluviales qui, couplées aux fuites dans les réseaux enterrés, conduisent à une perte de portance des sols.

Concernant la terrasse Est, il apparaît que l'ouvrage repose également sur un remblai, ici de nature sablo-limoneuse marron-noir, sur une profondeur de 4,00 m. Cette formation présente les mêmes faiblesses que celles du parvis. En complément, l'étude géotechnique a réalisé une étude des fondations des murets de la terrasse. Celle-ci s'avère inadéquate à l'ouvrage : la semelle de fondation, peu profonde, repose directement sur le remblai de faible résistance géomécanique, et son dimensionnement semble sous-évalué.

## IV. PROGRAMME D'INTERVENTION

---

Le programme d'intervention découle de l'état sanitaire et de l'état des usages exposé dans les parties précédentes, en répondant point par point aux sujets soulevés.

Le projet de restauration prendra le parti de maintenir le plus possible l'édifice dans ses dispositions d'origine.

### PRÉCONISATIONS

#### Restauration des bétons

D'une manière générale, les bétons des façades et des murets seront restaurés conformément aux préconisations du diagnostic de MAES et de MESCLA, les phénomènes observés étant toujours d'actualité et les réponses pertinentes. En complément, seront proposées des interventions visant à prévenir ou retarder l'apparition de nouvelles altérations, avec notamment l'installation de couvrements sur les acrotères. Le détail des interventions sera exposé en partie suivante (programme des travaux).

Cette restauration sera à la fois curative (traitement des désordres et pathologies) et préventive (mise en œuvre de protections, par élément physique ou par traitement). Les réparations effectuées viseront à se fondre dans l'esthétique globale de l'édifice, en englobant les réparations précédentes non satisfaisantes, afin de restituer l'aspect authentique du bâtiment.

Dans un souci d'économie, il a été décidé à l'issue de l'APS que les bétons striés ne seraient pas inclus dans le programme de restauration. Ceux-ci ne comportent que quelques dégradations, atteignant leur esthétique mais pas leur durabilité.

D'autres économies ont été trouvées, par la suppression du traitement hydrofuge des façades ou la révision à la baisse de quelques postes comme les patines ou le traitement des baguettes d'étanchéité.

Préalablement à la restauration des bétons, il conviendra de procéder au désamiantage des zones polluées révélées par le complément de diagnostic. De fait, les façades contaminées devront être enveloppées hermétiquement durant toute la durée de l'opération de désamiantage. Ce procédé pourrait se montrer contraignant pour les usagers des bureaux, dont les fenêtres seront calfeutrées. Le personnel du tribunal devra être alerté en amont de ces travaux afin de s'organiser en conséquence.

#### Parvis et abords

Profitant de la restauration du dallage et du réseaux d'eaux pluviales, la cour carrée du parvis sera renivelée afin de permettre l'accès direct à la passerelle d'entrée, sans ressaut ou marche. Le renouvellement doit répondre aux contraintes suivantes :

- Permettre la conservation du calepinage existant, en évitant les découpes de dalles ;
- Maintenir l'altimétrie existante sur le périmètre de la cour carrée, afin de préserver l'imbrication en joint creux au pied des murets ;
- Eviter l'apparition d'éléments saillants, comme la rampe rapportée existante.

Pour répondre à ces contraintes, il sera proposé la mise en œuvre d'une forme légèrement bombée, partant de l'altimétrie existante au pied des murets périphériques et s'élevant progressivement à l'approche de l'entrée. L'inclinaison du terrain sera comprise entre 2% et 4%, valeurs conformes aux dispositions PMR.

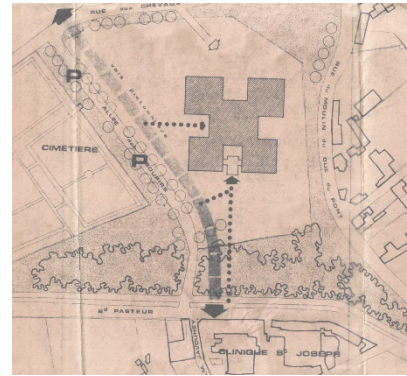
En raison de la différence d'altimétrie entre la passerelle et la bordure du parvis, un léger décroché sera formé parallèlement au muret Nord (voir éléments graphiques).

Les sols sur le périmètre du parvis seront déblayés et recompactés sur une profondeur d'environ 1,0 m. En parallèle, le système souterrain d'évacuation des eaux pluviales sera entièrement revu afin d'être adapté aux pentes nouvellement formées.



Le dallage du parvis sera légèrement prolongé à l'Ouest, jusqu'en bordure de la voie publique (allée des Soupirs), en recouvrant d'anciennes places de stationnement aujourd'hui condamnées par des plots béton. Cela permettra de renforcer l'appel visuel depuis l'allée des Soupirs, et de traiter de manière plus claire l'accès des véhicules (cf. partie suivante).

L'escalier Sud du parvis, légèrement affaissé, ne sera pas repris en sous-œuvre, l'affaissement étant minime et sans risques structurels. Au-delà de l'ouvrage, un cheminement en enrobé sera restitué jusqu'à joindre le cheminement perpendiculaire existant, afin de restituer ce tracé d'origine depuis le boulevard Pasteur (voir ci-contre).



*Extrait du plan de situation  
Dossier d'APS, 1978*

### Gestion des accès véhicules

Afin de pouvoir filtrer l'accès des véhicules au parvis, les plots en béton seront remplacés :

- En bordure de la voie publique, au droit de la partie de dallage prolongée. La borne escamotable sera également déplacée le long de cette bordure, afin de permettre un accès aux véhicules autorisés (accès secours notamment). En accord avec les pompiers, il n'est pas prévu d'accès aux véhicules lourds ;
- Sur le parterre adjacent au Nord, évitant la circulation sauvage et la détérioration de la végétation ;
- Plus au Nord sur le cheminement piéton.
- Sur le cheminement piéton au sud du parvis, avant l'embranchement.

Le contrôle / automatisation de la borne escamotable sera à définir avec la maîtrise d'ouvrage, afin de déterminer à quels services autoriser l'accès (police, gendarmerie, véhicules d'entretien, postier, ...)

### Eclairage du parvis

Les appliques encastrées dans les murets, aujourd'hui hors d'usage, seront déposées et remplacées par des modèles similaires récents. Il ne sera pas créé de nouveaux emplacements dans ces murets. L'alimentation des appareils, vraisemblablement enterrée au dos des murets, sera à refaire selon le même principe.

Les trois lampadaires du parvis seront également remplacés par des modèles récents, plus conformes en termes de pollution lumineuse (orientation du flux lumineux vers le sol). Ils seront complétés par d'autres éléments de sorte à assurer un éclairage conforme aux normes d'accessibilité. Leur esthétique du modèle sera à définir. Seront également restaurées les appliques des autres murets (le long de la façade Est notamment) ; en revanche, les autres luminaires hors parvis (lampadaires, spots, ...) ne seront pas traités. Il appartiendra au maître d'ouvrage de décider si une réfection d'ensemble est à prévoir.

### Accessibilité PMR

Le projet de restauration du parvis visera l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, cet espace constituant l'entrée principale d'un établissement recevant du public. Le nivellement du terrain, permettant de compenser la marche au droit de l'entrée du bâtiment, présentera des rampes au dénivelé inférieure à 4%, sans ressauts ou obstacles isolés.

Les dispositifs d'éclairage autour du parvis seront restaurés et complétés afin de dispenser un éclairage au sol d'au moins 20 lux en tout point du cheminement extérieur.

Une bande de guidage sera mise en place depuis l'allée des Soupirs jusqu'à l'entrée de l'établissement, au moyen du rainurage des dalles de béton formant un repère tactile continu.

### Hirondelles

Les hirondelles faisant partie des espèces protégées au titre du code de l'environnement (article L411-1), il est interdit de leur porter nuisance et, par conséquent, de détruire leurs nids. Il est cependant possible, sous réserve d'adaptation du chantier et de mesures compensatoires, de réaliser les travaux de restauration autour des nids voire d'être en mesure de les déposer.

Nous avons sollicité les conseils de la Ligue de la Protection des Oiseaux (LPO), qui a préconisé un échange au plus tôt avec la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) pour effectuer une demande de dérogation espèces protégées. Cette demande doit conduire à la mise en place de mesures d'évitement, de réduction et de compensation de l'impact du projet sur les nids d'hirondelles.

Bien qu'il soit impossible de prédire avec certitude les injonctions et tolérances de la DREAL, il existe deux mesures compensatoires courantes, pouvant être anticipées :

1. L'adaptation du planning des travaux aux périodes de nidification de l'espèce protégée. En l'occurrence, les travaux ne pourront se dérouler que sur une période allant de septembre à mars, les autres mois étant propices à la nidification. Cela concerne uniquement les parties de l'édifice sujette aux nids ; les autres zones pourront être restaurées sans contraintes de dates, à condition d'être à une distance suffisante des nids pour éviter toute perturbation.
2. La mise en place de nichoirs artificiels. Cette mesure sera à prévoir en cas de destruction des nids naturels. Le nombre et l'emplacement sera à déterminer en concertation avec la DREAL.

A noter qu'un délai de 4 mois est à compter entre la demande de dérogation et l'obtention de l'arrêté préfectoral.

La LPO peut proposer une mission d'analyse de l'écosystème local, de préconisations et d'accompagnement. La maîtrise d'ouvrage pourra décider d'incorporer ou non cette prestation aux études.

## **PROGRAMME DES TRAVAUX**

Les travaux seront scindés en trois phases :

- Phase 1 : Restauration du parvis, compris murets ;
- Phase 2 : Restauration des façades Sud et Est, désolidarisation de la terrasse Est ;
- Phase 2 : Restauration des façades Nord et Ouest.

### Installations de chantier

- Installations communes de chantier, bungalows pour vestiaires, sanitaires, compteurs électriques, eau et tous raccordements, panneau de chantier ;
- Echafaudages extérieurs de pied. Le ravalement pouvant être scindé par zones, il sera possible de n'échafauder qu'une partie et de le déplacer au fur et à mesure de l'avancement des travaux ;
- Clôture de la zone de chantier ;
- Système de surveillance de la zone chantier, afin d'empêcher les intrusions hors des horaires de travaux ;
- Mise en place de protections au droit des éléments conservés (coffrets gaz ou Enedis, VMC, ...) ;
- Dépose en conservation des équipements rapportés en façade (lumières, caméras, porte-drapeau, ...) ;
- Mise en place de protections (écrans de garantie type polyanes pour laisser passer la lumière) au droit des baies. Ces protections suivront les échafaudages et seront également déplacées au fur et à mesure de l'avancée des travaux ;

### Désamiantage des façades

- Etablissement d'un plan de retrait ;
- Installation d'une zone de stockage temporaire des déchets amiantés, compris toutes protections et barriérage nécessaire ;
- Installation de la base vie d'approche et des tunnels de contamination ;
- Confinement de la zone à dépolluer par film polyanes en formant une cellule hermétique ;
- Décontamination du support par procédés adaptés ;

- Métrologie de la zone confinée et des zones proches tout au long du désamiantage, afin de contrôler le niveau d'empoussièrement.
- Décontamination de la zone avant repli
- Transmission des Bordereaux de Suivi des Déchets

### Restauration des bétons

#### ➤ Façades :

- Purge des éléments rapportés obsolètes en concertation avec la maîtrise d'ouvrage. Déplacement ou dépose provisoire des entités à conserver (caméras, appliques lumineuses, plaques d'information, ...) ;
- Application d'un produit biocide sur l'ensemble des bétons et purge de la végétation, compris pieds de façades, emmarchements extérieurs et acrotères ;
- Nettoyage de l'ensemble des parements par cryogénie (protection des grilles de ventilation et des éléments conservés : caissons de ventilation, coffrets gaz, ...), sans insistance sur les salissures récalcitrantes. Des essais seront à prévoir selon le type de béton ;
- Brossage avec soin des salissures récalcitrantes à la brosse douce de nylon ;
- Bétons architectoniques :
  - Dépose en recherche, à l'outil, des granulats de pyrite altérés ;
  - Purge des reprises de mortiers de réparation inappropriés jusqu'au mortier d'origine ;
  - Réparation des bétons par mise en œuvre d'un mortier de même nature que l'existant, compris recherche d'un produit formulé spécifiquement pour ce béton, échantillons et traitement de la finition pour intégration de la réparation dans son environnement ;
  - Réfection des baguettes d'étanchéité altérées au niveau des joints des panneaux ;
- Bétons gravillonnés :
  - Sonnage des parties micro-fissurées et purge des bétons non adhérents ;
  - Purge des zones de parements altérés pour dégager les armatures corrodées ;
  - Brossage et décapage des armatures corrodées, compris remplacement des aciers trop altérés ;
  - Passivation des armatures à nu par application d'un inhibiteur de corrosion type MFP par voie gel (sur l'ensemble pour traiter l'intégralité de l'armature), compris test après traitement pour valider la pénétration du produit ;
  - Réparation des bétons par mise en œuvre d'un mortier de même nature que l'existant, compris recherche d'un produit formulé spécifiquement pour ce béton, échantillons et traitement de la finition pour intégration de la réparation dans son environnement ;
- Bétons structuraux :
  - Purge des zones de parements altérés pour dégager les armatures corrodées ;
  - Brossage et décapage des armatures corrodées, compris remplacement des aciers trop altérés ;
  - Passivation des armatures à nu par application d'un inhibiteur de corrosion type MFP par voie gel (sur l'ensemble pour traiter l'intégralité de l'armature), compris test après traitement pour valider la pénétration du produit ;
  - Mise en place d'un coffrage identique au coffrage d'origine compris soin de raccordement des joints entre les planches de part et d'autre des reprises ;
  - Humidification des supports et coulage du béton vibré de manière à obtenir le même degré de bullage des parements actuels ;
  - Mise en peinture pour protection de la surface ;
- Terrasse Est : désolidarisation muret / façade par sciage soigné du raccord, compris toutes sujétions d'étaie ou de maintien du parement de façade décroché ;
- Purge et réparation des appuis de baie (bétons structuraux à l'arrière des panneaux), compris comblement des fissures ;
- Nettoyage et brossage des éléments de ferronnerie (grilles de ventilation, barreaux, garde-corps d'escalier, grille sous le sas d'entrée, ...), traitement antirouille et remise en peinture, compris provision pour remplacement de grilles de ventilation ;
- Nettoyage et évacuation des gravats, nettoyage général des façades (compris menuiseries).

➤ Parvis et abords (murets) :

- Nettoyage haute pression des parements béton et purge de la végétation ;
- Sonnage des enduits et piquage des zones sonnant creux et des zones instables ;
- Bouchage des fissures au mortier de ciment ;
- Réfection des enduits au ciment, compris recherche d'un produit formulé spécifiquement pour ce béton, échantillons et traitement de la finition pour intégration dans son environnement ;
- Couronnements en béton armé : passivation des fers à nu, compris dégagement des armatures, brossage et éventuels remplacements, et ragréage au mortier des parties épaufrées. Provision pour coffrage et recoulage de béton sur le couronnement d'un muret particulièrement altéré (4 m linéaires) ;
- Démontage – remontage des murets présentant des fissures importantes, avec harpage des parpaings dans les angles ;
- Mise en œuvre d'un muret de bordure de long de la bordure Nord du parvis, en coordination avec le lot VRD pour le nivellement du terrain ;
- Traitement biocide de l'ensemble des murets ;
- Traitement anti-graffitis des bétons ;
- Nettoyage et évacuation des gravats.

VRD

➤ Façades :

- Sans objet

➤ Parvis et abords :

- Déplacement provisoire des bancs, plantes en pot, cendriers et plots béton (le long de l'allée des Soupirs) ;
- Protection des murets périphériques, de la passerelle d'entrée et du panneau d'affichage en béton ;
- Purge des mousses et de la végétation des revêtements en enrobé au pied des façades, compris cour du réfectoire (ouest), cour d'entrée des détenus et passages latéraux (nord) ;
- Dépose des dalles de ciment du parvis avec conservation des entités saines (environ 20%) pour réemploi ;
- Démolition de la rampe d'accès PMR au droit de la passerelle d'entrée, compris murets béton ;
- Réfection complète du réseau EP enterré, compris fourniture et pose d'avaloirs en fonte carrés intégrés dans le calepinage du parvis ;
- Remblayage de la cour carrée du parvis avec mise en œuvre d'une forme bombée rattrapant l'altimétrie de la passerelle d'entrée. Le bombement ne présentera pas d'arêtes saillantes, hormis le long de la bordure Nord au droit du départ de la passerelle (murets de soutènement au lot maçonneries) ;
- Repose des dalles de ciment selon le même calepinage que l'existant, avec conservation des motifs existants formés par les dalles plus sombres. Provisions pour 20% de dalles neuves de même teinte que l'existant. A l'Ouest, de dallage sera prolongé jusqu'à la voie publique (aujourd'hui espace de stationnement condamné) ;
- Mise en œuvre d'un chemin de guidage pour personnes malvoyantes depuis l'allée des soupirs jusqu'à la passerelle d'entrée du bâtiment, par rainurage des dalles ;
- Déplacement de la borne escamotable en bordure de la voie publique, au droit de l'accès au parvis. Provision pour borne neuve en cas de dysfonctionnement de l'appareil existant ;
- Remplacement des plots béton en bordure du site le long d'allée des Soupirs. Un plot sera également placé dans le parterre végétal adjacent afin d'en barrer le franchissement par les véhicules ;
- Mise en œuvre d'un cheminement en enrobé au-delà de l'escalier Sud du parvis, avec raccordement au cheminement existant. La nature et la teinte seront similaires à ce dernier ;
- Provision pour plantation de végétaux en remplacement des spécimens potentiellement déposés dans le cadre des travaux (à proximité immédiate des murets).



Electricité – luminaires

## ➤ Façades :

- Sans objet

## ➤ Parvis et abords :

- Remplacement des appliques encastrées par des modèles similaires récents, compris branchement et alimentation suivant le même principe que l'existant (conformité à vérifier) ;
- Remplacement des lampadaires du parvis par des modèles récents, avec compléments pour mise aux normes d'accessibilité, compris branchement et alimentation.

**PRECONISATIONS D'ENTRETIEN**

Afin de conserver l'aspect esthétique du béton, il sera recommandé de renouveler tous les 5 ans le traitement biocide, dans le cadre d'opérations de maintenance préventive. Un traitement hydrofuge pourra également être appliqué à l'ensemble des bétons, afin d'améliorer leur durabilité.